



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.3/L.2192
28 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
TROISIEME COMMISSION
Point 73 de l'ordre du jour

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES
DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Incidences financières du projet de résolution publié sous la cote
A/C.3/L.2189

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du règlement intérieur

1. Au paragraphe 1 du dispositif de la résolution, le Secrétaire général est chargé d'instituer un groupe de dix experts d'une compétence reconnue ayant des connaissances éprouvées dans le domaine des droits de l'homme, au sein duquel les diverses régions géographiques seront représentées en prenant en considération les différents régimes juridiques, en vue de procéder à une étude destinée à établir une procédure d'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme.
2. Le Secrétaire général croit comprendre que le groupe d'experts tiendrait au début de 1976, à Genève, une session d'une durée de 15 jours, qu'il y aurait chaque jour deux séances consécutives, qu'il faudrait des services d'interprétation en anglais, chinois, espagnol, français et russe, qu'il ne serait pas établi de comptes rendus analytiques des séances, mais qu'une centaine de pages de documentation seraient nécessaires.
3. Sur cette base, le coût des services nécessaires à la réunion serait de 40 000 dollars. En outre, les frais de voyage et les indemnités de subsistance des membres du groupe s'élèveraient approximativement à 20 000 dollars, leur montant exact ne pouvant être chiffré qu'une fois déterminés les pays à partir desquels les experts se rendraient à Genève.
4. Pour résumer, si le projet de résolution est adopté par l'Assemblée générale, les incidences financières s'élèveront à 60 000 dollars.

